

N° de l'OMP :
N° MINOS :
N° MINUTE :

Tribunal de Police de Paris
1ère à 4ème classe

JUGEMENT AU FOND

Audience de la chambre 1 du QUATORZE OCTOBRE DEUX MIL VINGT-CINQ à TREIZE
HEURES ET TRENTÉ MINUTES ainsi constituée

Mention minute

Copie certifiée conforme délivrée le

à : 01.12.23

1 CCC transmise

1 CCC transmise par LS à la toque de
Me SHINAZI

1 CCC dossier

Président :
Greffier :
Ministère Public :

es du greffe du
tribunal judiciaire de Paris

Le jugement suivant a été rendu :

ENTRE

LE MINISTÈRE PUBLIC,

D'UNE PART ;

ET

PREVENU

Nom :
Prénoms :
Date de naissance :
Lieu de naissance :
Demeurant :

Sexe :

Pays :

Mode de comparution : non-comparant représenté avec mandat

Extrait finance :
RCP :
Extrait casier :
Référence 7 :

Avocat : Maître SCHINAZI Allan avocat au Barreau de Paris

Prévenu de :

USAGE D'UN TELEPHONE TENU EN MAIN PAR LE CONDUCTEUR D'UN VEHICULE
EN CIRCULATION (Code Natinf : 23800)

D'AUTRE PART ;

PROCEDURE D'AUDIENCE

MOTIFS

PAR CES MOTIFS

Le tribunal statuant en audience publique, en premier ressort, et par jugement contradictoire à l'encontre de

RELAXE , au plan pénal, mais en application de l'article L121-3 du code de la route, le déclare redevable pécuniairement d'une amende, en sa qualité de titulaire du certificat d'immatriculation du véhicule;

LE RENVOIE en conséquence des fins de la poursuite ;

DECLARE l'intéressé pécuniairement redevable ;

DIT qu'il sera tenu au paiement d'une amende civile d'un montant de **DEUX CENT CINQUANTE EUROS (250 EUROS)** , conformément aux articles L121-2, L121-3 du Code de la Route ;

REDEVABLE DE L'AMENDE ENCOURUE POUR USAGE D'UN TELEPHONE TENU EN MAIN LORS DE LA CONDUITE D'UN VEHICULE (Code Natinf : 32124),

DECLARE non coupable pour les faits qualifiés de :

- USAGE D'UN TELEPHONE TENU EN MAIN PAR LE CONDUCTEUR D'UN VEHICULE EN CIRCULATION ;

Le président avise que s'il s'acquitte du montant du droit fixe de procédure et/ou du montant de l'amende dans un délai d'un mois à compter de la date à laquelle cette décision a été prononcée, ce montant sera minoré de 20% conformément à l'article 707-3 du code de procédure pénale sans que cette diminution puisse excéder 1500 euros. Le président l'informe en outre que le paiement de l'amende et/ou du droit fixe de procédure ne fait pas obstacle à l'exercice des voies de recours.

Dans le cas d'une voie de recours contre les dispositions pénales, il appartient à l'intéressé de demander la restitution des sommes versées.

Dit que la présente décision est assujettie à un droit fixe de procédure d'un montant de SOIXANTE-DEUX EUROS (62 EUROS) dont est redevable chaque condamné ;

Ainsi jugé et prononcé en audience publique, les jour, mois et an susdits, par Monsieur , président, assisté de , greffière, présente à l'audience et lors du prononcé du jugement.

La greffière,



Le Président,



Copie certifiée conforme à la minute
Le greffier